



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 30 du 2 septembre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 septembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	541
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	541
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	541
Bureau des étrangers	541
Arrêté du 17 juillet 2008 habilitant Madame Dominique EHRENFELD, secrétaire de la plate-forme de l'ANAEM, à remettre les titres de séjour aux bénéficiaires	541
Arrêté du 18 août 2008 portant composition de la commission du titre de séjour	541
Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 portant renouvellement de l'agrément de l'association «ALISÉS» pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile	541
Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 portant agrément de l'association « ARS » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile	541
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	541
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	541
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 9 juillet 2008 concernant l'extension de 1194 m ² de vente de la galerie marchande du centre commercial CORA à Moncel-lès-Lunéville - RECTIFICATIF	541
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 août 2008 concernant la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente globale de 1220 m ² à Vandœuvre-lès-Nancy	541
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 août 2008 concernant la création d'un parc d'activités commerciales d'une surface de vente globale de 19 538 m ² à Mont-Saint-Martin	542
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	542
Arrêté n° 08.BMSSE.61 du 27 août 2008 portant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	542
Arrêté OSD/05/08 du 27 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle	542
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	543
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	543
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1000/2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 4 juillet 2008 portant modification des statuts de la communauté de communes de la vallée de la Plaine	543
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1389/2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 22 juillet 2008 portant dissolution du syndicat mixte pour le développement économique du bassin de Saint-Dié-des-Vosges (E.DEO)	544
Extrait de l'arrêté du 12 août 2008 autorisant la modification de l'adresse du siège social de la communauté de communes du bassin de Pompey	544
Extrait de l'arrêté du 27 août 2008 autorisant le syndicat départemental d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54) à exercer la compétence « conseil en matière d'eau potable » et modifiant les statuts en conséquence	544
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	544
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG	544
Décision du 12 août 2008 portant délégation de signature à Madame Stéphanie BILGER, adjointe au directeur du centre de détention d'Ecrouves	544
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	544
Service actions et établissements de santé	544
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/107 du 12 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	544
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/108 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	544
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/109 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	545
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/110 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	545
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/111 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148	545
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/112 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312	545
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/113 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	545
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/114 du 20 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270	546
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/115 du 20 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont à Mousson au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	546
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/129 du 24 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 701 - N° FINESS Etablissement : 540 019 726	546
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/130 du 27 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	546
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/143 du 07 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Joeuf à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	546
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/144 du 10 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	547
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/145 du 11 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'AH du Bassin de Longwy à compter du 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	547
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/160 du 24 juillet 2008 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre de Moyen Séjour de Faulx au 1 ^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544	547
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/178 du 20 août 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy au 1 ^{er} septembre 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	547
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	547
Service actions et établissements de santé	547
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 694-08 du 11 juillet 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 14 rue de l'Hôtel de Ville - 54260 Longuyon - Autorisation n° 54-91	547
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 695-08 du 11 juillet 2008 portant radiation du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21 place de l'Hôtel de Ville - 54260 Longuyon - Autorisation n° 54-06	548
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 696-08 du 17 juillet 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue Saint Barthélémy à Champenoux (54280) - Autorisation n° 54-85	548
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	548
Service forêt, chasse et milieux naturels	548
Extrait de l'arrêté n° 2008/254 du 6 août 2008 instituant des réserves de chasse et de faune sauvage sur le domaine public fluvial	548
Extrait de l'arrêté n° 2008/269 du 8 août 2008 relatif à une autorisation de défrichement sur le territoire communal de Barbas	549
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	549
Service santé et protection animales	549
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.087 du 7 août 2008 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine	549

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	550
Arrêté de subdélégation de signature du 28 août 2008	550
Service aménagement, risques et urbanisme	551
Extrait de l'arrêté n° 08 DE 008 PU du 6 août 2008 approuvant la révision de la carte communale de Nonhigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	551
Délégation de signature du directeur départemental de l'équipement du 29 août 2008 pour les autorisations d'occupation du sol à compter du 1 ^{er} septembre 2008	551
Service habitat	551
Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.011 du 13 juin 2008 relatif à la composition de la commission de conciliation des rapports locatifs	551
Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.012 du 13 juin 2008 modifiant la composition de la commission de conciliation des rapports locatifs	551
Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.013 du 18 août 2008 autorisant l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (A.R.S.) à percevoir l'APL des locataires en tiers-payant	551
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	552
Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze – En date du 1 ^{er} avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur	552
Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze – En date du 1 ^{er} avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Stéphane HOSTERT, contrôleur	552
Trésorerie de Vandœuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Joëlle MARGRAITTE, inspecteur du trésor	552
Trésorerie de Vandœuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Pascale MESBAH, contrôleur principal du trésor	552
Trésorerie de Vandœuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine GORET, contrôleur principal du trésor	553
Trésorerie de Vandœuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine ARNOULD, contrôleur principal du trésor	553
Trésorerie de Vandœuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Emmanuelle DEFAUT, inspecteur du trésor	553
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 9 avril 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Edouard GALLEGRO, inspecteur	553
Trésorerie de Maxéville – En date du 13 juin 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Alain MEDDOURI, contrôleur principal du trésor public	554
AVIS ET COMMUNICATIONS	554
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	554
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	554
Service aménagement, risques et urbanisme	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 773 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8411 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vandœuvre	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9671 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dommartin-lès-Toul	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12493 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16471 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Baslieux	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18929 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dieulouard	554
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 17157 du 1 ^{er} septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye	554

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des étrangers**

Arrêté du 17 juillet 2008 habilitant Madame Dominique EHRENFELD, secrétaire de la plate-forme de l'ANAEM, à remettre les titres de séjour aux bénéficiaires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
Vu l'accord Franco-Algérien du 27 décembre 1968 modifié relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles ;

Vu l'accord Franco-Tunisien du 17 mars 1988 modifié en matière de séjour et de travail ;

Vu la convention relative à l'expérimentation de la remise de certains titres de séjour par la plate-forme de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) à Nancy, signée le 3 janvier 2008 par le préfet de Meurthe-et-Moselle et la directrice territoriale de l'ANAEM,

ARRETE

Art. 1^{er} : L'agent ci-dessous désigné de la plate-forme de l'ANAEM sise rue Saint-Georges à Nancy est habilité à remettre les titres de séjour aux bénéficiaires, après vérification de leur identité et, à condition, que l'examen médical soit conforme :

- Madame Dominique EHRENFELD, secrétaire.

Art. 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée ainsi qu'à la directrice territoriale de l'ANAEM. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Arrêté du 18 août 2008 portant composition de la commission du titre de séjour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La commission du titre de séjour est composée ainsi qu'il suit :

Elus locaux désignés par la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle :

Titulaire :

- Monsieur Ennio BAZZARA, maire de MONCEL SUR SEILLE

Suppléant :

- Mme Josette RENAUX, maire de BACCARAT

Personnalités qualifiées désignées par le préfet :

- Monsieur Claude GODFRIN, commissaire principal de police en retraite ;

- Monsieur Gérard GARCEZ, directeur de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle en retraite.

- Monsieur Claude GODFRIN est désigné président de la commission du titre de séjour.

Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à Madame RENAUX, Messieurs BAZZARA, GODFRIN et GARCEZ et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 portant renouvellement de l'agrément de l'association «ALISÉS» pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'association «ALISÉS», qui a pour objet d'apporter une assistance bénévole aux familles étrangères et aux immigrés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 3 mars 1986 à la sous-préfecture de Briey (Meurthe-et-Moselle) ;

Considérant que cette association dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle accordé, par arrêté préfectoral le 28 janvier 2005, à l'association «ALISÉS» sise à Briey – 10, avenue Albert 1^{er}, pour la domiciliation postale des demandeurs d'asile, est renouvelé pour une nouvelle période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article R.741-2 livre VII – titre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

Art. 3 : Les autres clauses de l'arrêté du 28 janvier 2005 non touchées par les présentes dispositions demeurent.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté

qui sera notifié à l'association «ALISÉS» et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 portant agrément de l'association «ARS» pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'association «ARS» a été régulièrement déclarée le 19 décembre 1980 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que l'association «ARS» dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association «ARS» sise 12, boulevard Jean Jaurès à Nancy est agréée pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2 : L'association «ARS» est tenue d'informer, sans délai, le préfet de Meurthe-et-Moselle de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

Art. 3 : L'association «ARS» est tenue de présenter la demande de renouvellement de l'agrément dans un délai de deux mois avant l'échéance fixée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : L'agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association «ARS» ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association «ARS» pourra, à tout moment, solliciter le retrait de son agrément.

Art. 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 6 : Cet agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article R.741-2 livre VII – titre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association «ARS» et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

**Direction du développement durable et des politiques
interministérielles****Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement
économique**

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 9 juillet 2008 concernant l'extension de 1194 m² de vente de la galerie marchande du centre commercial CORA à Moncel-lès-Lunéville - RECTIFICATIF

Réunie le 9 juillet 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS FONGALY, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 1194 m² de vente de la galerie marchande du centre commercial CORA à Moncel-lès-Lunéville portant la surface totale de vente à 1662 m².

Le texte de la décision rectificative sera affiché pendant deux mois à la mairie de Moncel-lès-Lunéville.

Nancy, le 9 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 août 2008 concernant la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente globale de 1220 m² à Vandœuvre-lès-Nancy

Réunie le 27 août 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI MARIE ANGE, en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente globale de 1220 m² à Vandœuvre-lès-Nancy – rue Jean Mermoz, comprenant :

- un magasin de placards et rangements à l'enseigne le Palais du Placard de 280 m²

- un magasin de cuisines intégrées à l'enseigne le Palais de la Cuisine de 400 m²

- un supermarché de produits biologiques à l'enseigne BIOMONDE de 400 m²

- une cellule commerciale non affectée de 140 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Vandoeuvre-lès-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 29 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 27 août 2008 concernant la création d'un parc d'activités commerciales d'une surface de vente globale de 19 538 m² à Mont-Saint-Martin

Réunie le 27 août 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SAS IMMOCHAN France, en qualité de propriétaire et promoteur et la SA Immobilière BRICOMAN, en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un parc d'activités commerciales d'une surface de vente globale de 19 538 m² à Mont-Saint-Martin, comprenant 12 magasins :

- un magasin de bricolage à l'enseigne BRICOMAN de 7458 m²
- un magasin d'équipement de la maison à l'enseigne CASA de 600 m²
- un magasin d'articles de sport et de loisirs de 580 m² à l'enseigne SPORT BOUTIQ
- une animalerie à l'enseigne ANIMOBY de 600 m²
- un magasin de jouets à l'enseigne PIC WIC de 2500 m²
- un magasin d'habillement à l'enseigne KIABI de 1800 m²
- un magasin de meubles ou électroménager de 1405 m²
- un magasin de meubles de 881 m²
- un magasin de meubles de 532 m²
- un magasin de meubles de 1541 m²
- un magasin d'articles de sport et de loisirs de 578 m²
- un magasin d'articles de sport et de loisirs de 1063 m²

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Mont-Saint-Martin.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 29 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.61 du 27 août 2008 portant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;
Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
Vu le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
Vu le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
Vu le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département et notamment son article 45 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-

commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité, et du Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- les décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinaires et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III de la troisième partie du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation - hospitalisation d'office)

Art. 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.31 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Mme Christiane PERNET, est abrogé à compter du 1^{er} septembre 2008.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2008 et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 août 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté OSD/05/08 du 27 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées

sur le budget Santé et solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :

- Programme 106 (Chapitre 0106) Action en faveur des familles vulnérables
- Programme 157 (Chapitre 0157) Handicap et dépendance
- Programme 124 (Chapitre 0124) Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

- Programme 228 (Chapitre 0228) Veille et sécurité sanitaires

sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 104 (Chapitre 0104) Accueil des étrangers et intégration
 - Programme 177 (Chapitre 0177) Politiques en faveur de l'inclusion sociale
- ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du Trésorier-Payeur Général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le Trésorier-Payeur Général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Art. 6 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 7 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 8 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 9 : M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 10 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 11 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés en place qui relèvent de ma compétence (besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux notamment).

Art. 12 : L'arrêté préfectoral du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, est abrogé à compter du 1^{er} septembre 2008.

Art. 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2008 et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 août 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction des relations avec les collectivités locales Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1000/2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 4 juillet 2008 portant modification des statuts de la communauté de communes de la vallée de la Plaine

Le Préfet des Vosges,

Le Préfet de Meurthe et Moselle

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L. 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 des statuts de la communauté de communes de la Vallée de la Plaine, relatif à son objet, est complété comme suit :

« COMPETENCES OBLIGATOIRES

Groupe « Aménagement de l'espace »

Elaborer et mettre en œuvre un schéma directeur

Elaborer un plan de paysage et le mettre en œuvre par des actions foncières et de valorisation des friches

Réaliser et faire fonctionner une piste multi-activités et tous équipements destinés à l'attrait de celle-ci

Participer à l'élaboration d'un SCOT

Participer à l'élaboration d'une charte de paysage pour le territoire du Pays de la Déodat

Digitalisation du cadastre

Groupe « Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté »

Aider à l'implantation d'entreprises de plus de cinq salariés sur tout le territoire de la CCVP et, si besoin est, se rendre maître d'ouvrage et/ou propriétaire d'immobiliers d'entreprises (hors commerces et agriculture) de plus de 250 m² bâtis. Gérer les opérations réalisées par la CCVP depuis sa création.

La CCVP se réserve la possibilité, pour les autres projets économiques, d'apporter un fonds de concours à une commune membre si le projet dépasse manifestement l'intérêt communal.

Tourisme

Mettre en œuvre des actions en faveur du tourisme rural et du tourisme vert, soit directement, soit en aidant des associations agissant dans ces domaines tels que les Clubs Vosgiens, les sociétés de pêche ou l'Office de Tourisme Intercommunal,

Percevoir la taxe de séjour

Développer les équipements touristiques publics et les mettre en valeur (voie romaine, lac de la Maix, hauts lieux de notre histoire, la Hallière, site du Coquin, château de Pierre-Percée, fontaines classées de Raon l'Étape, tableaux et autres objets classés). Suivre, épauler et développer les activités d'un Office de Tourisme Intercommunal

Petit commerce, artisanat et agriculture

Aider au maintien et au développement du petit commerce, de l'artisanat et des activités agricoles, et même aider à la création, dans le cas de projets communaux, de petits commerces, au besoin dans ce dernier cas en devenant maître d'ouvrage de travaux d'installation si le manque de services à la personne est manifeste.

Aider à la remise en état de terrains agricoles dans le cadre du plan de paysage.

COMPETENCES OPTIONNELLES

Groupe « Politique du logement et du cadre de vie »

Réaliser un Programme Local de l'Habitat (PLH) et toutes actions tendant à l'amélioration de l'habitat (telles que OPAH, PIG)

Aides aux rénovations des façades privées et communales

Mettre en place des aires de loisirs et de détente, hors jeux et à caractère touristique

Réhabiliter le petit patrimoine et les éléments urbains : fontaines, lavoirs, calvaires et tout autre petit patrimoine caractéristique du territoire communal

Traiter les entrées d'agglomérations et notamment les entrées du territoire intercommunal en visant à ce qu'elles aient le même cachet

Elaborer un schéma de services (de proximité) et le mettre en œuvre

Groupe « Protection et mise en valeur de l'environnement »

Entretien et aménagement la rivière la Plaine et ses affluents, ainsi que tout ce qui touche de près à la rivière

Mise en place et fonctionnement d'une déchetterie

Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés : la compétence Déchets est totale

Entretenir et aménager La Meurthe **COMPETENCE SPECIFIQUE**

Achat de matériel d'équipement en commun

Apporter tout fonds de concours à une commune membre si l'utilité d'un équipement dépasse manifestement l'intérêt communal. »

Art. 2 : Les autres dispositions des statuts de la Communauté de Communes demeurent inchangées.

Art. 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges, le Sous-Préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier de la communauté de communes, le Président de la communauté de communes, les présidents des syndicats mixtes départementaux d'électricité, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture des Vosges et de Meurthe et Moselle.

Epinal, le 4 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Nancy, le 4 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 1389/2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 22 juillet 2008 portant dissolution du syndicat mixte pour le développement économique du bassin de Saint-Dié-des-Vosges (E.DEO)

Le Préfet des Vosges,

Le Préfet de Meurthe et Moselle

Considérant que les conditions prévues à l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

ARRETE

Art. 1^{er} : Est prononcée la dissolution du syndicat mixte pour le développement économique du bassin de Saint-Dié-des-Vosges (E.DEO). Sa liquidation interviendra selon les conditions fixées par la délibération du comité syndical du 18 février 2008

Art. 2 : Conformément à l'avis émis par le Conseil d'Etat le 8 décembre 1992, le syndicat survivra pour les besoins de sa liquidation.

Art. 3 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges, les Sous-Préfets de Lunéville et de Saint-Dié-des-Vosges, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du Syndicat Mixte, le Président du Syndicat Mixte, les présidents des structures intercommunales membres et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et des informations officielles de la Préfecture des Vosges et de Meurthe et Moselle.

Epinal, le 22 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Nancy, le 22 juillet 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 12 août 2008 autorisant la modification de l'adresse du siège social de la communauté de communes du bassin de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la totalité des communes membres de la communauté de communes s'est prononcée favorablement sur ce changement d'adresse ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le siège social de la communauté du bassin de Pompey est transféré à l'adresse suivante :

Rue des quatre éléments, BP 60 008 – 54340 POMPEY

Art. 2 : Les statuts de la communauté de communes sont modifiés en conséquence.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une parution au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Les statuts modifiés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté du 27 août 2008 autorisant le syndicat départemental d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54) à exercer la compétence « conseil en matière d'eau potable » et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la

majorité qualifiée édictée par les articles 5211-17 et L5211-5 II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat mixte d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54) est autorisé à exercer la compétence « Conseil en matière d'eau potable ».

Art. 2 : L'article 2 des statuts est complété comme suit :

« Le syndicat assurera également une mission de conseil en matière d'eau potable à destination des collectivités adhérentes en réponse aux questions pouvant se poser dans le domaine de l'eau potable et exclusivement sur ses aspects juridiques ».

Le reste sans changement.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

La liste des délibérations favorables annexée au présent arrêté est consultable en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Strasbourg

Décision du 12 août 2008 portant délégation de signature à Madame Stéphanie BILGER, adjointe au directeur du centre de détention d'Ecrouves

Le directeur du centre de détention d'Ecrouves, Michel GARCIA

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-8 // R.57-8-1 ;

DECIDE

Délégation permanente de signature est donnée à Madame Stéphanie BILGER, Adjointe au Chef d'établissement, aux fins de :

- procédure de la commission de discipline
- placement ou prolongation de mise à l'isolement
- courriers administratifs, budgétaires et comptables.

Ecrouves, le 27 août 2008 Le directeur du centre de détention d'Ecrouves,
Michel GARCIA

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine *Service actions et établissements de santé*

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/107 du 12 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Lunéville à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
11 : Médecine et Obstétrique	1 300.00 €
12 : Chirurgie et gynécologie	1 410.00 €
20 : Spécialités coûteuses	2 270.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Hôpital de jour gériatrique	1 250.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Lunéville d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 36.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

Obstétrique

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/108 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
20 : Spécialités coûteuses	1 200.00 €
Hospitalisation de jour	
51 : Hôpital de jour	800.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Alexis Vautrin d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 50.00 € par jour.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Alexis Vautrin sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/109 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Toul au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
11 : Médecine	545.00 €
12 : Chirurgie ou gynécologie obstétrique	818.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Médecine et gynécologie- obstétrique	471.00 €
Anesthésie et chirurgie ambulatoire	
90 : Chirurgie ambulatoire	676.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de Toul d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 37.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

11 Médecine
12 Chirurgie
12 Maternité

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/110 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
12 : Gynécologie-Obstétrique	1 430.00 €
20 : Réanimation Adultes	1 530.00 €
21 : Médecine néonatale et réanimation néonatale	1 790.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Hospitalisation de jour	740.00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité Régionale

d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 52.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

Gynéco-Obstétrique

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/111 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 : Médecine	334,91 €
30 : Soins de suite et réadaptation	232,82 €
19 : S.M.S.C.	271,99 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTÉ sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/112 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 : Service de suite et réadaptation	264.18 €
13 : Hospitalisation complète psychiatrie	286.96 €
54 : Hospitalisation de jour psychiatrie	127.94 €
60 : Hospitalisation de nuit psychiatrie	63.26 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/113 du 18 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance

maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
12 : Chirurgie	1 260,00 €
20 : Spécialités coûteuses	1 990,00 €
Hospitalisation de jour	
90 : Chirurgie ambulatoire	1 200,00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le S.I.N.C.A.L. d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

42 € par jour pour la 12 - Chirurgie
39 € par jour pour la 90 - Chirurgie ambulatoire
67 € par jour pour les 20 - Spécialités coûteuses

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du S.I.N.C.A.L., sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/114 du 20 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
11 : Médecine	385,15 €
30 : Soins de suite et réadaptation	434,29 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY, sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/115 du 20 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Pont à Mousson au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
11 : Médecine	484,00 €
12 : Chirurgie	866,00 €
Moyen séjour	
30 : Soins de Suite et de Réadaptation	309,00 €
Anesthésie et chirurgie ambulatoire	
90 : Anesthésie et chirurgie ambulatoire	690,00 €
Autre	
Supplément structure libérale	30,49 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/129 du 24 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 009 701 - N° FINESS Etablissement : 540 019 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 : Soins de suite et réadaptation	587,73 €
55 : Hospitalisation à temps partiel de jour	246,45 €
50 : Forfait de réadaptation de soins externes	140,78 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/130 du 27 juin 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
11 : Médecine	1 100,00 €
12 : Chirurgie	1 615,00 €
13 : Psychiatrie	695,00 €
20 : Spécialités coûteuses	3 050,00 €
30 : Service de suite et réadaptation	555,00 €
Hospitalisation incomplète	
51 : Hôpital de jour A	2 065,00 €
50 : Hôpital de jour B	655,00 €
52 : Dialyse	1 700,00 €
90 : Chirurgie ambulatoire	1 615,00 €
60 : Hôpital de nuit	440,00 €

Art. 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

50 € par jour pour la 11 - Médecine et 12 - Chirurgie
50 € par jour pour la 30 - Soins de suite
100 € par jour pour les 20 - Spécialités coûteuses

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/143 du 07 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de Joeuf à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes

d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
11 : Médecine	365,25 €
Moyen séjour	
30 : Soins de suite polyvalents	276,33 €
19 : Soins palliatifs	457,21 €

Hospitalisation de jour

50 : Hospitalisation de jour (cas général)	350,98 €
70 : Hospitalisation à Domicile	268,09 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'AH de Joëuf sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/144 du 10 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de Briey à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète	
11 : Médecine	882.34 €
12 : Chirurgie et gynécologie-obstétrique	1 049.78 €
30 : Moyen Séjour	394.80 €
31 : Médecine physique et réadaptation	702.97 €
13 : Psychiatrie adultes	561.60 €
33 : Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT)	390.98 €
Hospitalisation de jour	
56 : Médecine physique et réadaptation	475.16 €
54 : Psychiatrie Hospitalisation de jour	503.25 €
60 : Psychiatrie Hospitalisation de nuit	187.57 €
90 : Chirurgie ambulatoire	1 049.78 €
50 : Hospitalisation de jour	882.34 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du CH de BRIEY sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/145 du 11 juillet 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'AH du Bassin de Longwy à compter du 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 seront appliqués à l'AHBL pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour	
11 : Médecine	615.40 €
12 : Chirurgie	658.10 €
13 : Psychiatrie adulte	355.00 €
20 : Spécialités coûteuses	1 336.80 €
Moyen séjour	
30 : Soins de suite et de réadaptation	195.60 €
33 : Placement familial thérapeutique	191.10 €
34 : Appartements thérapeutiques	53.00 €
Hospitalisation de jour	
50 : Hospitalisation de jour (cas général)	739.50 €
52 : Dialyse	778.00 €
54 : Hôpital de jour psychiatrie adulte	190.00 €
70 : Hospitalisation à Domicile	208.00 €

90 : Chirurgie ambulatoire

Régimes particuliers :

Obstétrique	597.30 €
Médecine	584.80 €
Chirurgie	625.30 €

Art. 2 : La tarification du service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR) est fixée pour les transports terrestres, par demi-heure médicalisée, à 513.00 €.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'AHBL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/160 du 24 juillet 2008 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre de Moyen Séjour de Faulx au 1^{er} juillet 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2008 sera appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

Moyen séjour	
30 : Soins de Suite et de Réadaptation	241.57 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur par intérim du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/178 du 20 août 2008 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy au 1^{er} septembre 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : A partir du 1^{er} septembre 2008 sera appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

Court séjour	
11 : Médecine	304.00 €
30 : Soins de suite et de réadaptation	206.00 €
Hôpital de jour	
50 : Hôpital de jour	190.00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 694-08 du 11 juillet 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 14 rue de l'Hôtel de Ville - 54260 Longuyon - Autorisation n° 54-91

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée, sous le n° 54-91 à Madame Françoise DORION en vue d'exploiter un laboratoire d'analyses de biologie médicale au 14 rue de l'Hôtel de Ville à Longuyon (54260), à compter du 12 juillet 2008.

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

14 rue de l'Hôtel de Ville

54260 LONGUYON

Directeur : Madame Françoise DORION, pharmacien biologiste, autorisée à effectuer les actes de : hématologie, microbiologie, immunologie, biochimie, prélèvements de sang veineux ou capillaire.

Art. 2 : Le présent arrêté sera notifié à Madame Françoise DORION, directeur du laboratoire.

Art. 3 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de la commune de Longuyon et sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Françoise DORION,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de Longuyon,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 11 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 695-08 du 11 juillet 2008 portant radiation du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21 place de l'Hôtel de Ville - 54260 Longuyon - Autorisation n° 54-06

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 12 juillet 2008, le laboratoire d'analyses de biologie médical sis 21 rue de l'Hôtel de Ville à Longuyon, agréé sous le numéro 54-06.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Françoise DORION,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de Longuyon,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 11 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 696-08 du 17 juillet 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue Saint Barthélémy à Champenoux (54280) - Autorisation n° 54-85

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté du 13 janvier 2004, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-85, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à CHAMPENOUX (54280), 28 rue Saint Barthélémy, est modifié comme suit :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

28 rue Saint Barthélémy

54280 CHAMPENOUX

Exploité au sein de la «SELAFA AUBERT H» dont le siège social est situé à SAINT-MAX (54130) 66 bis avenue Carnot.

Directeur :

Monsieur Jean-Christophe FIORINA, Pharmacien Biologiste, habilité à effectuer les actes

d'immunologie, bactériologie, hématologie,

prélèvements de sang veineux ou capillaires au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire, prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux fins d'examen microbiologiques ou parasitaires.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Jean-Christophe FIORINA,
- Monsieur le Président de la SELAFA AUBERT H,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de SAINT-MAX,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté n° 2008/254 du 6 août 2008 instituant des réserves de chasse et de faune sauvage sur le domaine public fluvial

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les parties du domaine public fluvial désignées en annexe sont érigées en réserves de chasse jusqu'à la date d'expiration des locations de la chasse du gibier d'eau sur le domaine public fluvial.

Lorsque le maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques le nécessite, le préfet peut ordonner l'exécution d'un plan de chasse et en précise les conditions afin d'assurer la protection du gibier d'eau et sa tranquillité.

Tout autre acte de chasse est interdit en tout temps.

Art. 2 : Les réserves seront signalées sur le terrain de manière apparente, notamment en limite des lots voisins et aux points d'accès publics.

Art. 3 : L'association départementale des chasseurs de gibier d'eau (ADCGE) est chargée de la gestion des réserves (gestion en faveur de l'avifaune, régulation des espèces classées nuisibles, pose et entretien des panneaux de signalisation, éventuellement exécution des plan de chasse ordonnés par le préfet, ...).

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché pendant 1 mois dans les mairies des communes concernées.

L'accomplissement de cette mesure est certifié par chaque maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur du service de la navigation du nord-est, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle-nord, délégué départemental de l'office national des forêts, les personnes chargées de la police de la chasse et de la protection de la nature, le président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau, les maires de communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée :

- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
- au président de l'association départementale des lieutenants de l'ovierie
- aux détenteurs de droit de chasse sur le domaine public fluvial.

Nancy, le 6 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

ANNEXE

Réserves de chasse et de faune sauvage sur le domaine public fluvial

Service gestionnaire	Numéro de la réserve	Désignation du cours d'eau	Désignation de la réserve
DDAF	MO1	Moselle flottable	De la limite communale Grippont/Socourt (88) au barrage de Bainville-aux-Miroirs
DDAF	MO5	Moselle flottable	Du pont de la D116 à Velle sur Moselle jusqu'aux ponts métalliques de Méréville

DDAF	ME2	Moselle flottable	De la tête aval du pont du chemin de fer (territoire de Thiaville) à la tête de la prise d'eau des arrosants de Bertrichamps
DDAF	ME10	Meurthe	De la tête aval du pont de Frambois sur la D 148 à la limite communale Vigneulles-Rosières-aux-Salines
DDAF	ME 12	Meurthe	De la prise d'eau du canal à Varangéville au confluent de la Meurthe et de la Moselle
DDAF	V1 à V9	La Vezouze	De Frémonville à Manonville : totalité des territoires communaux
DDAF	V14	La Vezouze	De l'ancien barrage (lieu-dit Haut Rivage) à Jolivet jusqu'au confluent de la Meurthe et de la Vezouze
SNNE	33	Moselle canalisée	Bief de Blénod : 1. Moselle canalisée : Dérivation Custines depuis 30 m aval de l'écluse de Custines PK 343.530 jusqu'au musoir aval de la dérivation PK 343.000 : 530 m. 2. Moselle canalisée : Depuis de PK 343.000 jusqu'au barrage de Millery (barrage abaissé) PK 341.000 : 2000 m. 3. Moselle canalisée : Dérivation de Belleville depuis le barrage PK 341.000 jusqu'au PK 339.500 (confluence entre la dérivation et le barrage non navigable de Millery) : 1500 m
SNNE	34	Moselle flottable canalisée	Bief de Blénod : 1. Moselle non canalisée : Depuis le barrage de Millery PK 341.000 par la Moselle non canalisée jusqu'au PK 339.500 musoir aval : 2550 m. 2. Moselle canalisée : Depuis le PK 339.500 au musoir amont de la dérivation de Scarpone : 140 m en amont du barrage du Liégeot PK 336.420 : 3080 m
SNNE	35	Moselle flottable	Moselle non canalisée - Bief de Pagny : Bras de Scarpone : depuis 100 m à l'aval du barrage du Liégeot à 1200 m à l'aval de celui-ci
SNNE	38	Moselle flottable - Bief de Pagny	Bras de Scarpone : depuis 1200 m à l'aval du barrage du Liégeot jusqu'au confluent avant l'Obrien
SNNE	41	Moselle flottable et canalisée - Bief de Pagny	Depuis 30 m à l'aval de l'écluse de Blénod jusqu'au point aval de la bouche d'Avioix y compris celle-ci et l'étang dit "Du Pont des Prussiens"
SNNE		Canal de l'Est	En totalité
SNNE		Canal de la Mame au Rhin	En totalité
SNNE		Etang de Parroy	En totalité

Extrait de l'arrêté n° 2008/269 du 8 août 2008 relatif à une autorisation de défrichement sur le territoire communal de Barbas

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le défrichement d'une partie des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Département	Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignations cadastrales			Contenance totale à défricher
			Lieudit	Section	N° de parcelle	
Meurthe-et-Moselle	Barbas	Commune de Barbas	Devant joly noyer	B	419	1 ha 21 a 90 ca

selon le plan annexé au présent arrêté, et sous réserve de demander l'application du régime forestier sur la parcelle C435 et 568 du territoire de Bertrambois, d'une surface totale de 2 ha 61 a 40 ca dans un délai de 1 an.

Cette autorisation de défrichement délivrée au titre du code forestier ne se substitue pas aux autres dispositions et obligations relatives à d'autres réglementations.

Art. 2 : La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins de M. le maire, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Les plans cadastraux des parcelles à défricher seront déposés en mairie de la commune de Barbas par M. le maire, où ils pourront être consultés pendant la

durée des opérations de défrichement.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le maire de Barbas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

et dont une ampliation sera adressée au propriétaire des terrains.

Nancy, le 8 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, 45 rue Sainte-Catherine – 54043 Nancy cedex.

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière – 54000 NANCY)

Direction départementale des services vétérinaires
Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.087 du 7 août 2008 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la déclaration de foyers de la fièvre catarrhale ovine consécutive à la présence d'animaux atteints par la souche 8 du virus, sur le territoire des communes de MONTIGNY, DOMEVRE SUR VEZOUZE et de BLAMONT ;

Considérant la nécessité d'établir un périmètre interdit autour de ces foyers ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'ensemble des communes du département des arrondissements de Nancy, Toul et Lunéville est placé en périmètre interdit au regard de la fièvre catarrhale ovine.

Art. 2 : Toute exploitation détenant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine et située dans le périmètre interdit est soumise aux dispositions suivantes :

- 1 Un recensement des animaux des espèces réceptives présents est effectué, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
- 2 Une enquête épidémiologique et/ou entomologique peut être réalisée dans l'exploitation, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires.
- 3 Des visites périodiques peuvent être organisées dans l'exploitation par le vétérinaire sanitaire, sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires ; ces visites peuvent comporter la réalisation de prélèvements à des fins d'analyses.
- 4 Toutes les dispositions sont prises au niveau des locaux et des pâtures hébergeant des animaux des espèces réceptives à la fièvre catarrhale ovine pour éviter la dissémination du virus, notamment par :
 - le traitement régulier des animaux et des locaux par un insecticide autorisé,
 - le nettoyage des abords des locaux d'élevage de façon à éviter la prolifération des insectes.

Art. 3 : Concernant le périmètre interdit, les mouvements de ruminants et de leurs matériels génétiques (sperme, ovules, embryons) sont réglementés comme suit :

- 1 Entrées dans le périmètre interdit
Toutes les entrées d'animaux, sperme, ovules et embryons en provenance d'une zone indemne de fièvre catarrhale ovine, de la zone de surveillance française, de la zone de protection française, ou des zones réglementées délimitées dans d'autres États membres de l'Union européenne sont autorisées, y compris à partir des périmètres interdits de ces zones.
- 2 Mouvements au sein du périmètre interdit
Les mouvements d'animaux, de sperme, ovules et embryons à l'intérieur du périmètre interdit sont autorisés.
- 3 Sorties du périmètre interdit

La sortie en dehors du périmètre interdit des ruminants, ainsi que de leurs matériels génétiques (sperme, ovules et embryons) collectés dans ce périmètre après le 1^{er} mai 2006, est interdite.

Toutefois, des dérogations sont accordées selon les conditions du règlement (CE) N°1266/2007 de la Commission du 26 octobre 2007 portant modalités d'application de la directive 2000/75/CE du Conseil en ce qui concerne la lutte contre la fièvre catarrhale du mouton, son suivi, sa surveillance et les restrictions applicables aux mouvements de certains animaux des espèces qui y sont sensibles.

Art. 4 : Le transit au travers du périmètre interdit, des véhicules transportant ou ayant transporté des ruminants vivants ou morts, est autorisé à la condition que ces véhicules aient été préalablement nettoyés et désinsectisés.

Art. 5 : Sans préjudice des mesures administratives qui pourront être imposées par ailleurs, les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L. 228-1, L. 228-3 et L. 228-4 du code rural.

Art. 6 : Les mesures prévues au présent arrêté ne sont levées que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°08.DDSV.086 du 29 juillet 2008 instituant dans le département de la Meurthe-et-Moselle un périmètre interdit à la suite de foyers de fièvre catarrhale ovine est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes concernées sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires
et par délégation,
Dr Catherine NICOLEY,
inspecteur de santé publique vétérinaire

Direction départementale de l'équipement

Arrêté de subdélégation de signature du 28 août 2008

Le directeur départemental

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU l'arrêté du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, en date du 16 février 2007, nommant Monsieur Michel MARTY, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35 en date du 06 mai 2008, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35, en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

1 – Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service "secrétariat général", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du Directeur départemental de l'équipement) ; A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a14 ; A1 a16 à A1 a31 ; A1 a34 ; A1 a36 ; A1 a37 ; A2 c1.

2 – Monsieur Pierre NIKOLIC, chargé par intérim du service "habitat", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a1 à A4 a7 ; A4 b3 à A4 b10 ; A4 b11 à A4 b24 ; A4 c1.

3 – Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service "aménagement, risques et urbanisme", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A1 b1 à A1 b4 ; A5 a2 ; A5 b1 à A5 b5 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k5 ; A5 l1 ; A5 m1 à A5 m2 ; A5 n1 à A5 n2 ; A5 o1 ; A5 p1 à A5 p3 ; A5 q1 à A5 q2 ; A5 r1 à A5 r2 ; A9 a1 à A9 a3.

4 – Madame Bénédicte HILT, chargée du service "transports et sécurité", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 b3 ; A2 b4 ; A6 a1 à A6 a2 ; A7 a1 à A7 a5 ; A11 a1.

5 – Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A6 a3.

6 – Mesdames et Messieurs Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Martine COUDERT, Michèle ETIENNE, Michel FRANCOIS, Thierry GUYOT, Suzanne LECROART, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Patricia MOCHI, Isabelle ROUYER-VANNIER, Christian SAUGET, Nicole SIEFFER, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMIN, chargés des unités et pôles de la D.D.E., pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36.

7 – Messieurs Patrice ARNAULT, Francis MALLET, Sylvain XIE, chargés des unités territoriales, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 i1.

8 – Messieurs Roddy ARMEDE, Henri DUPONT, Stéphane JACOTTIN, Daniel KLIPFEL, Dominique MAIFFREDY, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité).

9 – Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité "application du droit des sols", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k4 ; A5 l1.

10 – Madame Elina GREINER, chargée de l'unité "procédures d'urbanisme", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 q1 ; A5 q2.

11 – Madame Colette LUTZ, chargée du bureau "aménagement foncier", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 q1 ; A5 q2.

12 – Messieurs Dominique MOUSSA, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Hélène GUIDAT, Jocelyne RECLIN, Marie-Christine SIBILLE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3 ; A5 i1.

13 – Messieurs Michel ALOSI, Jean-Philippe BANCKAERT, Michel KONCZAK, Claude MARCHAL, Claude PESTELARD, Jérôme VERDEAUX, Mesdames Estelle ANDRE, Corinne BETIS, Solange CHOIGNOT, Corinne COLIN, Nicole GENEVAUX, Sylvie HARDOUIN, Brigitte LAURENT, Marie-Thérèse MATHIEU, Véronique MINETTE, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Céline RAYBOIS, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3.

14 – Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité "affaires juridiques", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A9 a1 à A9 a2.

15 – Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité "affaires générales et statistiques", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 r1 ; A5 r2.

16 – Madame Odile MALAISE, chargée de l'unité "action sociale pour le logement", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 a4 ; A4 a5 ; A4 c1.

17 – Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité "programmation et contrôle du logement social", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

18 – Madame Caroline PIOLE, chargée de l'unité "agence nationale pour la rénovation urbaine, délégation territoriale", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

19 – Madame Fabienne PAULUS, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A4 c1.

20 – Monsieur Yann TABERKANE, chargé de l'unité "transports, bruit et sécurité civile", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b3 ; A2 b4.

21 – Madame Chantal SPYCHALA, chargée du pôle "ressources humaines", pour la décision de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a2 (contrats de vacataires à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du D.D.E.) ;

- A1 a19 (congrès annuels exclusivement des agents placés sous son autorité, congrès pour la naissance d'un enfant, congrès de maternité, de paternité et d'adoption, à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;

- A1 a20 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;

- A1 a21 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;

- A1 a22 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a36 ; A2 c1.

22 – Monsieur Jean-Claude GIROT, responsable du domaine "gestion" dans le pôle des "ressources humaines", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a20 ; A1 a21 (pour les congrès de maladie ordinaire, à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Art. 2 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35, en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer les ampliements, aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent :

Mesdames Bernadette CLAVEL, Bénédicte HILT, Sophie-Charlotte VALENTIN, Messieurs René LEHMANN, Pierre NIKOLIC.

Art. 3 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35 en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à Monsieur Daniel MORLON, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées à l'article 1 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Art. 4 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35 en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, en cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et, à défaut de cette décision :

1 – en remplacement de Madame Bernadette CLAVEL

* par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 ; A1 a13 ; A1 a16 à A1 a18 ; A1 a19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 1) ; A1 a23 à A1 a26 ; A1 a29 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 1) ; A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a37.

2 – en remplacement de Monsieur Pierre NIKOLIC

* par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER.

3 – en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN

* par Madame Christiane ALNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 b5 ; A5 k5.

* par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

4 – en remplacement de Madame Bénédicte HILT

* par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

* par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.

* par les fonctionnaires suivants : Bernadette CLAVEL, René LEHMANN, Pierre NIKOLIC, Sophie-Charlotte VALENTIN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros A2 b3 et A2 b4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

5 – en remplacement de Monsieur Yann TABERKANE

* par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 b1 ; A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 b3 et A2 b4.

Art. 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 2008.SG-LOG-MG.01 en date du 27 mai 2008 est abrogé.

Art. 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général. Nancy, le 28 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement,
Michel MARTY

Service aménagement, risques et urbanisme

Extrait de l'arrêté n° 08 DE 008 PU du 6 août 2008 approuvant la révision de la carte communale de Nonhigny en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La révision de la carte communale de NONHIGNY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la révision de la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : En vertu de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 422-8 du code de l'urbanisme.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de NONHIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 6 août 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Délégation de signature du directeur départemental de l'équipement du 29 août 2008 pour les autorisations d'occupation du sol à compter du 1^{er} septembre 2008

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles R.421.28 et R.620.1,
Le directeur départemental de l'équipement donne délégation à l'effet de signer son avis sur les Autorisations d'Occupation du Sol lorsque cet avis est de même sens que celui du maire, à :

- Monsieur Daniel MORLON, Directeur Adjoint,
- Madame Sophie Charlotte VALENTIN, Chef du Service de l'Aménagement, Risques et Urbanisme ou son intérimaire,
- Madame Christiane ALNOT, Chef d'unité ADS ou son intérimaire,
- Monsieur Patrice ARNAULT, Chef de l'Unité Territoriale Nord ou son intérimaire, sur le territoire relevant de sa compétence,
- Monsieur Michel FRANCOIS, Chef de l'Unité Territoriale de Lunéville ou son intérimaire, sur le territoire relevant de sa compétence,
- Monsieur Francis MALLET, Chef de l'Unité Territoriale de Nancy ou son intérimaire, sur le territoire relevant de sa compétence,
- Monsieur Sylvain XIE, Chef de l'Unité Territoriale de Toul ou son intérimaire, sur le territoire relevant de sa compétence.

Nancy, le 29 août 2008
Le directeur départemental de l'équipement,
Michel MARTY

Service habitat

Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.011 du 13 juin 2008 relatif à la composition de la commission de conciliation des rapports locatifs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Après modifications, la désignation des organisations de bailleurs et locataires admises à siéger à la commission de conciliation est la suivante :

- 1) au titre des organisations de bailleurs :
 - Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires de Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges – 12, place Carnot à Nancy ;

- Association Régionale des Organismes HLM de Lorraine (ARELOR)- 28, rue Auguste Prost à Metz ;

- Fédération nationale des Sociétés d'Économie Mixte, via l'Association inter-régionale des SEM de Champagne-Ardenne-Lorraine – 4, Quai de Paris à Strasbourg.

2) au titre des organisations de locataires :

- Fédération Nationale des Amicales de Locataires HLM (FRAL) – 3, place d'Angleterre à Vandœuvre ;

- Association Force Ouvrière des Consommateurs (AFOC) – 12, rue Raugraff à Nancy ;

- Confédération Syndicale des Familles (CSF) – Immeuble Savoie E4 à Nancy ;

- Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) – 2, rue des Fabriques à Nancy ;

- Confédération Nationale du Logement (CNL) – 1, rue Saint Exupéry (salle Petit Prince) à Lunéville ;

- Confédération Générale du Logement (CGL) – 1, rue Charles Gounod à Jarville.

Art. 2 : Le nombre de membres titulaires et suppléants indiqué respectivement pour chacune de ces organisations dans l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 est sans changement, excepté pour ce qui concerne ARELOR (un seul suppléant).

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.012 du 13 juin 2008 modifiant la composition de la commission de conciliation des rapports locatifs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs est modifiée selon les dispositions suivantes :

1) au titre des organisations de bailleurs :

- Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires – 54 – 55 – 88 :
titulaires : - M. Jacques HELLUY
- M. René LAMMENS

suppléants : - M. Philippe PANARD
- M. Daniel JACQUOT

- Association Régionale des Organismes HLM de Lorraine (ARELOR) :

titulaires : - M. Philippe REMY
- Mme Vanessa LHUILLIER
suppléant : - M. François MOLINERO

- Fédération nationale des Sociétés d'Économie Mixte :

titulaire : - M. Stéphane COLIN
suppléant : - M. Olivier RICARD

2) au titre des organisations de locataires :

- Fédération Nationale des Amicales de Locataires HLM (FRAL) :

titulaire : - Mme Antoinette SCHNEIDER
suppléant : - Mme Roberte DIOUF

- Association Force Ouvrière des Consommateurs (AFOC) :

titulaire : - M. Alain SIMON
suppléant : - M. Michel JEANCENEL

- Confédération Syndicale des Familles (CSF) :

titulaire : - Mme Marie-Louise MARION
suppléant : - Mme Françoise TARAL

- Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) :

titulaire : - Mme Anne-Marie TAINGLAND
suppléant : - M. Yves FOURNERY

- Confédération Nationale du Logement (CNL) :

titulaire : - Mme Gilberte PARODI
suppléant : - M. Denis VALLINETTI

- Confédération Générale du Logement (CGL) :

titulaire : - Mlle Sandrine PRAT-PASSET
suppléant : - M. Nicolas CHATEAU

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° DDE-SHA/08.013 du 18 août 2008 autorisant l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (A.R.S.) à percevoir l'APL des locataires en tiers-payant

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association "Accueil et Réinsertion Sociale", compte tenu de son action sociale en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 24 logements collectifs de type T 1^{er} et T 1 bis, situés 3 bis à 5 ter rue Marie Leszczyńska à NANCY, faisant l'objet de la convention APL n° 54/2/05.2008/94.1129/4956.

Art. 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Accueil et Réinsertion Sociale" à ses engagements sociaux et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association "Accueil et Réinsertion Sociale".

Nancy, le 18 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

**Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze – En date du 1^{er} avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur**

Le soussigné Frédéric LAURENT, Gérant intérimaire de la Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze

Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Marie-Jeanne JACQUINET, contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-Jeanne JACQUINET tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Marie-Jeanne JACQUINET
Contrôleur

Signature du mandant
Frédéric LAURENT
Gérant intérimaire

Donner délégation à Mme Marie-Jeanne JACQUINET pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (article 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Marie-Jeanne JACQUINET
Contrôleur

Signature du délégant
Frédéric LAURENT
Gérant intérimaire

Blâmont, le 1^{er} avril 2008

**Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze – En date du 1^{er} avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Monsieur Stéphane HOSTERT, contrôleur**

Le soussigné Frédéric LAURENT, Gérant intérimaire de la Trésorerie de Blâmont – Cirey-sur-Vezouze

Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général M. Stéphane HOSTERT, contrôleur.

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BLAMONT – CIREY-SUR-VEZOUZE, entendant ainsi transmettre à M. Stéphane HOSTERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Stéphane HOSTERT
Contrôleur

Signature du mandant
Frédéric LAURENT
Gérant intérimaire

Donner délégation à M. Stéphane HOSTERT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (article 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Stéphane HOSTERT
Contrôleur

Signature du délégant
Frédéric LAURENT
Gérant intérimaire

Blâmont, le 1^{er} avril 2008

**Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Joëlle MARGRAITTE, inspecteur du trésor**

La soussignée Bernadette FILLON, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy

Déclare

Constituer pour son mandataire spécial et général Madame MARGRAITTE Joëlle, Inspecteur du Trésor

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE-les-NANCY d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY, entendant ainsi transmettre à Madame JOELLE MARGRAITTE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Joëlle MARGRAITTE
Inspecteur du Trésor

Signature du mandant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Madame JOELLE MARGRAITTE Inspecteur du Trésor Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Joëlle MARGRAITTE
Inspecteur du Trésor

Signature du délégant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 avril 2008

**Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Pascale MESBAH, contrôleur principal du trésor**

La soussignée Bernadette FILLON, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame MESBAH Pascale, Contrôleur Principal du Trésor

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE-les-NANCY d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY, entendant ainsi transmettre à Madame Pascale MESBAH tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Pascale MESBAH
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à Madame Pascale MESBAH Contrôleur Principal du Trésor Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice

(art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Pascale MESBAH
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 avril 2008

**Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Martine GORET, contrôleur principal du trésor**

La soussignée Bernadette FILLON, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy
Déclare
constituer pour son mandataire spécial et général Madame GORET Martine,
Contrôleur Principal du Trésor
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la
Trésorerie de VANDOEUVRE-les-NANCY d'opérer les recettes et les
dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer
toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre
que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services
dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous
mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives
prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes
sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de
fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par
l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques
prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents
de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de
faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la
gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY, entendant ainsi
transmettre à Madame Martine GORET tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle
puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer
tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en
vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Martine GORET
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Madame Martine GORET, Inspecteur du Trésor Public
pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art
14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général
sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Martine GORET
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 avril 2008

**Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Martine ARNOULD, contrôleur principal du trésor**

La soussignée Bernadette FILLON, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy
Déclare
constituer pour son mandataire spécial et général Madame ARNOULD Martine,
Contrôleur Principal du Trésor.
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la
Trésorerie de VANDOEUVRE-les-NANCY d'opérer les recettes et les
dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer
toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre
que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services
dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous
mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives
prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes
sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de
fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par
l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques
prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents
de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de
faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la
gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY, entendant ainsi
transmettre à Madame Martine ARNOULD tous les pouvoirs suffisants pour
qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou
administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en
vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Martine ARNOULD
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Madame Martine ARNOULD, Contrôleur Principal du
Trésor Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en

justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant
règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Martine ARNOULD
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 avril 2008

**Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy – En date du 15 avril 2008 :
procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à
leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de
signature à Madame Emmanuelle DEFAUT, inspecteur du trésor**

La soussignée Bernadette FILLON, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy
Déclare
constituer pour son mandataire spécial et général Madame DEFAUT
Emmanuelle, Inspecteur du Trésor
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la
Trésorerie de VANDOEUVRE-les-NANCY d'opérer les recettes et les
dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer
toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre
que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services
dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous
mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives
prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes
sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de
fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par
l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques
prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents
de l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de
faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la
gestion de la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY, entendant ainsi
transmettre à Madame Emmanuelle DEFAUT tous les pouvoirs suffisants pour
qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou
administrer tous les services qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en
vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Emmanuelle DEFAUT
Inspecteur du Trésor

Signature du mandant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Madame Emmanuelle DEFAUT Inspecteur du Trésor
Public pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice
(art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement
général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Emmanuelle DEFAUT
Inspecteur du Trésor

Signature du délégant
Bernadette FILLON
Trésorier Principal

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 avril 2008

**Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 9 avril 2008 : procuration
sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés
de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à
Monsieur Edouard GALLEGRO, inspecteur**

Le soussigné Jean-Claude LACROIX, Trésorier de Pont-à-Mousson
Déclare
constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur GALLEGRO
Edouard, Inspecteur
lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la
Trésorerie de PONT A MOUSSON
d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans
exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être
légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs
ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer
toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres,
quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou
retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer
récepissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes
autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des
Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en
retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de
l'administration des Postes pour toute opération.
En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de
faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la
gestion de la Trésorerie de PONT A MOUSSON, entendant ainsi transmettre à
Monsieur GALLEGRO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son
concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services
qui lui sont confiés.
Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en
vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du mandant
Jean-Claude LACROIX
Trésorier Principal

le cas échéant,
donner délégation à Monsieur GALLEGRO Edouard, Inspecteur pour effectuer
les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du

décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du délégant
Jean-Claude LACROIX
Trésorier Principal

Pont-à-Mousson, le 9 avril 2008

Trésorerie de Maxéville – En date du 13 juin 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Alain MEDDOURI, contrôleur principal du trésor public

Le soussigné Alain CUNY, Trésorier de Maxéville (54)

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général M. Alain MEDDOURI, Contrôleur principal du Trésor Public

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de MAXEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de MAXEVILLE, entendant ainsi transmettre à M. Alain MEDDOURI tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Alain MEDDOURI
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Alain CUNY
Trésorier Principal

le cas échéant,

donner délégation à M. Alain MEDDOURI pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Alain MEDDOURI
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Alain CUNY
Trésorier Principal

Maxéville, le 13 juin 2008

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 773 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye

Par arrêté préfectoral n° 773 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux de la ZAC d'habitation « Herbue Chalin » sur la commune de Velaine-en-Haye.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8411 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vandoeuvre

Par arrêté préfectoral n° 8411 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste transfo DALKIA rue Jeanne d'Arc sur la commune de Vandoeuvre.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9671 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dommartin-lès-Toul

Par arrêté préfectoral n° 9671 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement HTA départ Dommartin, Dommartin-lès-Toul, sur la commune de Dommartin-lès-Toul.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12493 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 12493 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement ligne HTA suite à construction chemin, dit du Cochet sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16471 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Baslieux

Par arrêté préfectoral n° 16471 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement ligne HTA suite à construction de M. RIBEIRO rue du 151 RIM sur la commune de Baslieux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18929 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Dieulouard

Par arrêté préfectoral n° 18929 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 45 parcelles « le Haut du Rouot I » sur la commune de Dieulouard.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 17157 du 1er septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye

Par arrêté préfectoral n° 17157 en date du 1er septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune DALKIA France route de Frenes, zone d'activités du Parc de Haye sur la commune de Velaine-en-Haye.

